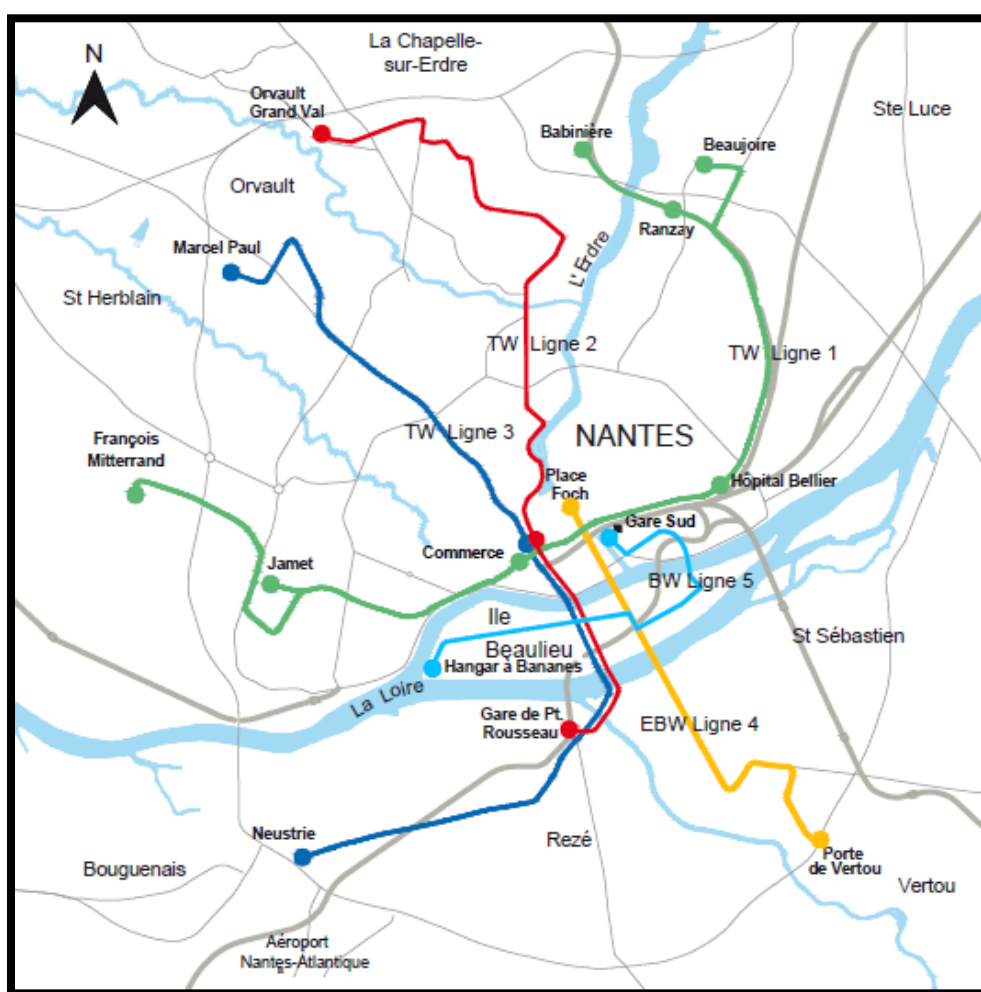


Accord-Cadre pour des travaux de remplacement de rails et de réfection des traversées routières du réseau de tramway à Nantes

Accord-cadre 26ID5/053



A0 - Règlement de Consultation (RC)

Règlement de Consultation – R.C

 **Accord-cadre pour des travaux de remplacement de rails et de réfection des traversées routières du réseau de tramway à Nantes**





Objet de la consultation :

Accord-cadre pour des travaux de remplacement de rails et de réfection des traversées routières du réseau tramway à Nantes

Maître d'ouvrage : Société d'Economie Mixte des Transports en commun de l'Agglomération Nantaise

Date limite de réception des candidatures¹ :

10 novembre 2026 – 12h00

Date limite de réception des offres :

Information fournie ultérieurement

CECI EST UNE PROCEDURE AVEC NEGOCIATION.

MERCI DE NE DEPOSER, A CE STADE DE LA PROCEDURE, QU'UNE CANDIDATURE.

¹ Les candidats sont invités à être parfaitement attentifs aux dispositions relatives au temps de téléchargement de leur pli (cf. chapitre 7 du présent RC).



SOMMAIRE

1. ACHETEUR PUBLIC	6
1.1. NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC	6
1.2. PROFIL ACHETEUR	6
1.3. TYPE D'ACHETEUR PUBLIC	6
2. OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION	7
2.1. DESCRIPTION	7
2.1.1. Objet de l'opération	7
2.1.2. Objet de la consultation	7
2.1.3. Lieu d'exécution des prestations	7
2.1.4. Type de marché	7
2.1.5. Nomenclature communautaire pertinente (code CPV)	7
2.1.6. Intervenants	7
2.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES, EN LOTS OU BONS DE COMMANDE	8
2.2.1. Accord-cadre à bons de commande	8
2.2.2. Tranches optionnelles	8
2.2.3. Allotissement	8
2.3. VARIANTES	8
2.4. OPTIONS	8
2.5. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	8
2.6. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	8
2.7. DUREE DE L'ACCORD-CADRE OU DELAI D'EXECUTION	9
2.8. MODE DE REGLEMENT DE L'ACCORD-CADRE ET MODALITES DE FINANCEMENT	9
2.9. GARANTIES TECHNIQUES PARTICULIERES, CAUTIONS ET GARANTIES EXIGEEES	9
2.10. INSERTION PROFESSIONNELLE DE PERSONNES EN DIFFICULTE	9
3. PROCEDURE	9
4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	10
4.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	10
4.2. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	10
4.3. MODIFICATIONS DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION	11
5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
5.1. DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	11
5.1.1. Un dossier sur leur situation juridique	11
5.1.2. Un dossier sur leurs capacités économique et financière	11
5.1.3. Un dossier sur leurs capacités professionnelles et techniques	11
5.2. DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE	12
5.2.1. Un projet d'accord-cadre comprenant :	12
5.2.2. Un mémoire justificatif	13
5.2.3. Un mémoire relatif au développement durable	14
6. SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	14
6.1. SELECTION DE CANDIDATURES	15
6.2. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	15
6.3. RECTIFICATION DES OFFRES	15
6.4. NEGOCIATION	16
6.5. ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	16
7. CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	17
8. AUTRES RENSEIGNEMENTS	18
8.1. SOUS-TRAITANCE	18
8.1.1. Sous-traitants désignés dès la remise des offres	18
8.1.2. Sous-traitants désignés en cours d'accord-cadre	18



8.2. VISITE SUR SITE ET/OU CONSULTATION SUR PLACE	18
8.3. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	18



1. ACHETEUR PUBLIC

1.1. Nom et adresse de l'acheteur public

Maître d'Ouvrage : SEMITAN
Société d'économie mixte des transports en commun de l'agglomération nantaise

Adresse : 3 rue Bellier, BP 64605, 44046 Nantes Cedex 1

Téléphone : 02.51.81.77.00

Télécopie : 02.51.81.80.50

E-mail : marchespublics@semitan.fr

Adresse internet (URL) : www.semitan.fr

Profil acheteur (URL) : <https://marchespublics.semitan.fr>

1.2. Profil acheteur

Pour toute information complémentaire, le téléchargement des DCE et le dépôt de pli, le candidat se connectera au profil acheteur de la SEMITAN : <https://marchespublics.semitan.fr>

1.3. Type d'acheteur public

Etat ☐

Collectivité territoriale ☐

Autre (préciser) ☒ SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE



2. OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Description

2.1.1. Objet de l'opération

Dans le cadre des opérations de maintenance et de rénovation de son réseau, et indépendamment des grandes opérations de renouvellement urbain, la SEMITAN doit procéder très régulièrement à des travaux de rénovation des ouvrages les plus sollicités pour garantir une exploitation optimale de ses infrastructures. Cet accord-cadre consiste à réaliser des travaux de remplacement de rails et du renouvellement de revêtement en grandes nuits sur le réseau de tramway nantais.

Cette opération n'est pas allotie.

2.1.2. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet de désigner le titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire pour des travaux de rénovation de l'infrastructure tramway, comprenant notamment les prestations suivantes :

- La démolition des revêtements du secteur à renouveler,
- Le renouvellement des rails et de ses équipements (attaches, semelles, éclissages, capots...) le cas échéant
- La réfection des revêtements de la zone de travaux concernée.

Le détail complet des prestations figure au CCTP.

2.1.3. Lieu d'exécution des prestations

Les différents bons de commande sont susceptibles de porter sur l'ensemble du réseau de tramway de l'agglomération nantaise.

2.1.4. Type de marché

Il s'agit d'un accord cadre de travaux.

2.1.5. Nomenclature communautaire pertinente (code CPV)

Objets principaux	
45234129	Travaux de construction de voie ferrée urbaines
Objets secondaires	
45233200-1	Travaux de revêtement divers
45310000-3	Travaux d'équipement électrique

2.1.6. Intervenants

- MOA & représentant technique : SEMITAN
- Coordinateur SPS : QUALICONSLT
- Contrôleur technique : SOCOTEC



2.2. Décomposition en tranches, en lots ou bons de commande

2.2.1. Accord-cadre à bons de commande

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, sans montant minimum et avec un **montant maximum de 6 000 000 € HT**, sur l'ensemble de sa durée y compris reconductions, conformément à l'article R. 2162-4 2° du code de la commande publique.

Cet accord cadre sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément à l'article R. 2162-2 aliéna 2 du code de la commande publique.

2.2.2. Tranches optionnelles

☐ Oui ☒ Non

2.2.3. Allotissement

Cet accord-cadre n'est pas alloté car les prestations concernent un domaine d'intervention limité. Pour assurer une homogénéité des prestations, il est essentiel d'avoir une seule entreprise.

2.3. Variantes

Les variantes sont-elles autorisées ?

☐ Oui ☒ Non

2.4. Options

L'accord-cadre prévoit-il des options ?

☐ Oui ☒ Non

2.5. Délai de validité des offres

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.6. Conditions de participation des concurrents

Les entreprises ou groupements d'entreprises souhaitant candidater devront disposer de compétences dans les domaines suivants :

- Voie Ferrée,
- Travaux de VRD
- FNTF 436 – Maintenance et entretien des voies d'un réseau ferré urbain
- FNTF série 34 – Chaussées urbaines

Le mandataire du groupement d'entreprises ou **le titulaire devra obligatoirement posséder les compétences requises dans le domaine de la Voie Ferrée.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le maître d'ouvrage est un groupement conjoint avec mandataire solidaire, ou groupement solidaire. Si le groupement attributaire de l'accord-cadre est



d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du maître d'ouvrage tel qu'il est indiqué ci-dessus, afin d'assurer l'exécution complète de l'accord-cadre.

Les entreprises ont la possibilité de présenter plusieurs offres pour l'accord-cadre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements. Dans ce cas, un candidat ne pourra être désigné mandataire que d'un seul groupement.

2.7. Durée de l'accord-cadre ou délai d'exécution

Le délai global d'exécution est indiqué à l'article 4 de l'Acte d'Engagement.

2.8. Mode de règlement de l'accord-cadre et modalités de financement

Les sommes dues au titulaire, au(x) cotraitant(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre, seront payées dans le délai global de paiement de 45 jours, à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.9. Garanties techniques particulières, cautions et garanties exigées

- Une retenue de garantie de 5 % pour la bonne exécution des prestations est appliquée sur cet accord-cadre (sauf garantie à première demande).
- Une garantie à première demande sera demandée le cas échéant pour le versement de l'avance. Cette garantie ne pourra pas prendre la forme d'une caution.
- Autre garantie : une garantie est demandée sur la bonne exécution et la remise des DOE. La description de cette garantie est reprise dans le CCAP.

2.10. Insertion professionnelle de personnes en difficulté

Sans objet.

3. PROCEDURE

Cette consultation est lancée en procédure avec négociation en application des dispositions des articles L. 2124-1, L. 2124-3 et R. 2124-4 du code de la commande publique.

A l'issue de l'examen des candidatures, la SEMITAN sélectionne les candidats qu'elle juge en capacité d'exécuter le marché.

4. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

4.1. Contenu du dossier de consultation

Liste des pièces fournies aux candidats par l'acheteur public :

Pièces écrites : pièces A

- **Pièce n°A.00** : Règlement de Consultation (RC)
- **Pièce n°A.01** : Acte d'Engagement (et son annexe) :
 - Annexe 1 : Répartition des prestations envisagées de faire exécuter par des cotraitants et/ou des sous-traitants
- **Pièce n°A.02** : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- **Pièce n°A.03** : Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (et ses annexes) :
 - Annexe 1 – Charte graphique Semitan,
 - Annexe 2 – Charte graphique des équipements de régulation trafic (Nantes Métropole),
 - Annexe 3 – Cartographie des travaux envisagés entre 2026 et 2031,
 - Annexe 4 – Procédure de travaux type : remplacement d'une communication simple,
 - Annexe 5 – La liste des documents PRO transmis par le maître d'œuvre au groupement (sommaire type),
 - Annexe 6 – La liste des DOE à remettre par le groupement,
 - Annexe 7 – Carnet de détails des raccordements au rails,
 - Annexe 8 - Charte chantier durable
- **Pièce n°A.04** : Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- **Pièce n°A.05** : Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) fictif : les quantités indiquées dans le DQE ne sont pas contractuelles. Elles sont fictives pour permettre uniquement le jugement des offres mais n'engagent pas le Maître d'Ouvrage ;
- **Pièce n°A.06** : Le cadre de sous-détails de prix unitaires.

Pièces graphiques : pièces B

- **Pièce n°B.0** : Exemple de plans PRO : renouvellement de revêtement
- **Pièce n°B.1** : Exemple de plans PRO : renouvellement de rails
- **Pièce n°B.2** : Exemple de plans PRO : renouvellement d'une communication
- **Pièce n°B.3** : Exemple de plans d'appareil de voie

4.2. Modalités d'obtention du dossier de consultation

Chaque candidat sélectionné au stade de la candidature recevra un e-mail avec lien électronique ainsi qu'une clé de chiffrement individuelle lui permettant de télécharger le DCE sur la plate-forme des marchés publics de la SEMITAN : <https://marchespublics.semitan.fr>

Cet e-mail est également disponible sur le compte « Fournisseurs » de la plate-forme, rubrique « Correspondance ».

4.3. Modifications de détail du dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Ce délai court à compter de la date d'envoi par le maître d'Ouvrage des modifications (non compris le jour d'envoi des modifications et la date limite de remise des offres).

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir n'élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

5.1. Documents relatifs à la candidature

5.1.1. Un dossier sur leur situation juridique

1. Une lettre de candidature accompagnée des pièces présentant la société candidate (dont notamment le nom, la raison sociale, la forme juridique etc..). Le candidat pourra utiliser le formulaire DC1.
2. Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société candidate, le cas échéant.
3. La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
4. Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés articles L. 2141-1 à 2141-5, L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique, ou la case F1 du DC1 cochée, valant déclaration sur l'honneur.

Le candidat fournira son numéro unique d'identification délivré par l'INSEE, ou à défaut, un extrait kbis de moins de 3 mois (ou équivalent), permettant de vérifier ces points. S'il est basé à l'étranger, il fournira un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine attestant de ces points.

5. Une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité

5.1.2. Un dossier sur leurs capacités économique et financière

1. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Le candidat pourra utiliser le formulaire DC2.

5.1.3. Un dossier sur leurs capacités professionnelles et techniques

1. Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
2. Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le

- montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
3. Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'accord-cadre ;
 4. Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants (la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres) :
 - FNTF 436 – Maintenance et entretien des voies d'un réseau ferré urbain
 - FNTF série 34 – Chaussées urbaines

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par la SEMITAN. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Si le candidat présente des sous-traitants au moment de la candidature, il devra justifier de leurs capacités techniques, professionnelles et financières et certifier qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre, afin que ces capacités soient prises en compte dans l'analyse des candidatures. Dans cette hypothèse, aucun changement de sous-traitant ne sera accepté. Pour justifier des capacités d'un ou de plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par l'acheteur public.

NOTA : Si certains éléments demandés au titre de la candidature sont manquants, il pourra être appliqué les dispositions de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique.

5.2. Documents relatifs à l'offre

5.2.1. Un projet d'accord-cadre comprenant :

Ce projet d'accord-cadre comprend les éléments suivants :

- L'acte d'engagement et son annexe
 - A titre d'information, l'AE n'est pas demandé signé au moment de la remise d'offre. Une signature électronique sera seulement demandée à l'attributaire de l'accord-cadre, avant sa notification.*
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) fictif
 - Les quantités présentes dans le DQE ne doivent pas être modifiées par les candidats.*
- Les sous-détails de prix de l'accord-cadre suivants :
 - Prix n° 1.4 ;
 - Prix n° 1.5.1 a, 1.5.1b et 1.5.1.c
 - Prix Série 2.1 et 2.2
 - Prix Série 2.4
 - Prix n° 2.5 ;
 - Prix n° Série 3.2
 - Prix n° Série 3.3
 - Prix Série 3.4.1 et 3.4.2 :
 - Prix n° 3.9.1 ;
 - Prix Série 4.2 ;
 - Prix n° 4.4.1 ;
 - Prix n° 5.1.1 et n° 5.1.2 ;
 - Prix n° 5.2.1 a et n° 5.2.1 b ;
 - Prix n° 5.3.1 et n° 5.3.2 ;
 - Prix Série 5.4.1 ;
 - Prix Série 5.5.1 ;
 - Prix Série 5.5.2 ;
 - Prix n° 5.7.1 ;

- Prix Série 6 ;
- Prix n° 7.1.2 ;
- Prix Série 7.2 ;
- Prix n° 7.5.1 ;
- Prix n° 8.1.1 ;
- Prix n°8.2.1 a et 8.2.1 b ;
- Prix 8.2.5 a ;
- Prix n° 8.2.10 ;
- Prix n° 8.3.3 a, 8.3.3 b et 8.3.3 c ;
- Prix n° 8.4.1 ;
- Prix Série 9.2 ;
- Prix n° 9.3.6 et n°9.3.7 ;
- Prix n° 9.4.1.

Dans le cadre de la mise au point de l'accord-cadre, **il sera demandé au candidat retenu l'ensemble des sous-détails de prix de l'accord-cadre** (cf. pièce A.06 : modèle de sous-détail de prix).

Les pièces contractuelles mentionnées à l'article 2.1 du CCAP et non demandées dans le projet d'accord-cadre sont réputées acceptées telles quelles.

5.2.2. Un mémoire justificatif

Ce document comportera toutes justifications et observations du soumissionnaire et comprendra les éléments suivants :

- **Chapitre 1 : Moyens humains et matériels**

- Organisation mise en place pour assurer la réalisation des différentes activités du présent accord-cadre (étude d'exécution et travaux), en précisant le rôle des intervenants et la décomposition des tâches par cotraitant et sous-traitant s'il y a lieu.
- Un organigramme nominatif de l'équipe d'encadrement pressentie accompagné de CV devra être joint.
- Les moyens en humains, matériels et logistique qui seront mis en œuvre, leur localisation, ainsi que ceux pouvant être mobilisés en renfort sur les chantiers.
- Organisation et moyens mis en œuvre pour assurer la mission d'astreinte, telle que décrite au CCTP.

- **Chapitre 2 : Méthodologie et planning d'exécution**

Le candidat précisera les procédures et méthodes d'exécution, spécifiques et adaptées, tenant compte notamment des contraintes liées aux circulations et sa proximité de la zone travaux, à l'exiguïté des zones de chantier :

- Pour la rénovation des revêtements d'une traversée routière à réaliser en grandes nuits.
- Pour la réalisation d'un renouvellement de rail en courbe, y compris revêtement. Cette rénovation devant être réalisée dans un délai de 3 semaines dans le cadre d'une interruption d'exploitation. Des travaux préparatoires et de finitions pouvant être réalisés avant et après la coupure d'exploitation.

Ces procédures seront accompagnées d'un planning d'exécution type pour chacune des opérations précédemment citées, faisant apparaître des dates intermédiaires relatives à chaque phase de chantier et assorties de propositions de mesures à mettre en œuvre au cas où à l'examen du planning des études et des travaux, les délais nécessiteraient des dispositions particulières pour pouvoir être respectés.

- **Chapitre 3 : Dossier fournitures**

Le candidat définira les fournitures, le(s) fournisseur(s), le délai d'approvisionnement (délai de fabrication + livraison sur site) qu'il propose de mettre en œuvre, en étant conforme au CCTP.

- **Chapitre 4 : Dossier désamiantage**

Le candidat présentera les moyens spécifiques qui seront mis en œuvre par l'entreprise afin de respecter la réglementation en vigueur concernant la démolition et l'évacuation d'enrobé amianté pour les catégories sous-section 3.

Toute offre non assortie de ces éléments constituant le mémoire pourra être éliminée.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rendre contractuel tout ou partie du mémoire justificatif du candidat retenu à l'issue de la procédure.

5.2.3. Un mémoire relatif au développement durable

Ce document comportera toutes justifications et observations du soumissionnaire et comprendra les éléments suivants :

- **Chapitre 1 Démarche environnementale propre à l'exécution du chantier :**

Ce chapitre présentera la démarche environnementale dédiée au chantier proposé par le candidat afin de respecter les différentes clauses relatives au respect de l'environnement.

- Organisation environnementale du chantier :
- Mesures de réduction des nuisances
- Prévention des pollutions
- Maîtrise des consommations d'eau et d'énergie
- Limitation des émissions de CO2 liées au chantier
- Organisation logistique limitant les déplacements
- Gestion et valorisation des déchets
- Méthodologie de réemploi des matériaux
- Réduction de l'empreinte carbone du chantier

- **Chapitre 2 Démarche éco-responsable et RSE :**

Ce chapitre présentera la description de la démarche RSE initiée par l'entreprise pour limiter l'impact environnemental et humain de ses activités dans le cadre du marché.

L'acheteur se réserve la possibilité de rendre contractuel tout ou partie du mémoire relatif au développement durable du candidat retenu à l'issue de la procédure.

Toute offre non assortie de ces éléments constituant l'offre pourra être éliminée.

6. SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des dispositions du code de la commande publique. Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres.

S'il est constaté, lors de l'analyse d'offre, des modifications apportées par l'entrepreneur aux pièces du marché, son offre pourra être éliminée.

S'il est constaté après passation du marché, des modifications dans les pièces du marché, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs de l'entreprise.

En cas de pièces manquantes, incomplètes ou non conformes, le maître d'ouvrage dispose de la faculté de demander aux candidats de compléter leur dossier.



6.1. Sélection de candidatures

Il sera dans un premier temps procédé à la vérification de la présence et de la conformité des pièces demandées dans l'avis de publicité et dans le règlement de consultation.

Les candidatures qui n'ont pas été écartées en application des dispositions du code de la commande publique seront examinées au regard de leurs capacités économiques et financières, techniques et professionnelles.

Information sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer à la remise d'offres : 4 candidats maximum.

6.2. Critères de jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous :

1. Valeur **technique** de l'offre : **40 %**

La valeur technique sera notée (note N1) sur 40 points sur l'ensemble des éléments constituant le mémoire justificatif suivant la pondération suivante :

- Chapitre 1 : 15 points
- Chapitre 2 : 15 points
- Chapitre 3 : 5 points
- Chapitre 4 : 5 points

2. **Prix** des prestations : **55 %**

Le prix des offres sera noté (note N2) sur 55 points sur le montant total en € HT du DQE fictif, et jugé selon la méthodologie et formule suivante :

L'offre la moins disante recueille une note de 55 points

Les autres offres auront une note calculée de la manière suivante :

$$N2 = (55 \times \text{offre la moins disante} / \text{offre considérée})$$

3. Valeur de développement durable : **5 points**

La valeur de développement durable sera notée (note N3) sur 5 points sur l'ensemble des éléments constituant le mémoire de développement durable suivant la pondération suivante :

- Chapitre 1 Démarche environnementale propre à l'exécution du chantier : 3 points
- Chapitre 2 Démarche éco-responsable et RSE : 2 points

4. Note finale

$\text{La note finale } N = N1 + N2 + N3$

6.3. Rectification des offres

Avant de procéder à l'examen des offres, si le Maître d'Ouvrage constate des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, le bordereau de prix unitaire, le détail quantitatif estimatif ou les sous-détails de prix, il pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces. A défaut d'obtention des documents, l'offre sera rejetée.

6.4. Négociation

Les négociations se dérouleront en langue française.

Après une première analyse des offres sur la base des critères de jugement énoncés au présent règlement de la consultation et après élimination des offres inappropriées, la SEMITAN se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

Dans le cas contraire, elle pourra ouvrir une phase de négociation, et sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec les candidats dont les offres seront les plus en adéquation avec les contraintes budgétaires et le niveau d'exigence exprimés dans le dossier de consultation.

Cette négociation pourra éventuellement être menée par phases successives de manière à réduire le nombre d'offres amené à négocier, sur la base des critères d'attribution.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats sélectionnés. A titre indicatif, il est programmé cette session de négociation courant novembre 2026.

Les modalités de cette négociation seront précisées dans les courriers d'invitation à négocier via le profil acheteur de la SEMITAN.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres sélectionnées tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre.

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

6.5. Attribution de l'accord-cadre

En cas de non production lors du dépôt de l'offre, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage :

- Les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8, et D 8222-6 du code du travail (article R. 2143-8 du code de la commande publique)
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Ces pièces sont à produire également tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature, les attestations d'assurance civile professionnelle en cours de validité, seront à remettre dans le même délai. A défaut de présentation il ne pourra être procédé à la signature de l'accord-cadre.

7. CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les candidats doivent envoyer leur pli sous forme dématérialisée. La transmission des candidatures et/ou des offres par télécopie, par courriel ou par courrier postal n'est pas autorisée.

Les offres doivent être envoyées, en toute confidentialité, par voie électronique en se connectant directement sur le site <https://marchespublics.semitan.fr>, via le lien sécurisé reçu.

Les plis seront envoyés sur la plate-forme avant la date et heure figurant en page de garde du présent règlement. L'entreprise reçoit par la messagerie sécurisée un accusé de réception du dépôt de son offre. La remise des plis horodatée assure la date certaine de réception des offres. Les candidatures et offres arrivées hors délais ne seront pas ouvertes, elles seront archivées.

Chacune des étapes du dépôt est tracée et horodatée. Les entreprises doivent avoir terminé de télécharger leur pli avant l'heure et date limites, au-delà elles seront hors-délais, et leur pli sera irrémédiablement rejeté par la SEMITAN.

Composition de l'offre :

L'offre sera constituée des éléments demandés au paragraphe 5 du règlement de consultation.

Le pli constituant l'offre pourra être compressé au format zip ou non.

Les documents contenus dans l'offre devront être présentés dans l'un des formats suivants :

- format Word (« .doc » ou « .docx »)
- format Acrobat (« .pdf »)
- format Excel (« .xls » ou « .xlsx »)

Les documents prix (BPU / DQE) devront impérativement être transmis en version reproductibles (« .pdf ») **et** en version source (« .doc », « .docx », « .xls » ou « .xlsx »).

Téléchargement :

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Les candidats doivent en tenir compte pour s'assurer d'une transmission de leur offre avant les date et heure limites de réception des offres.

Il est fortement conseillé à chaque candidat de vérifier les préalables techniques de leur poste de travail sur « <https://www.marches-publics.info/pratique-tester.htm> ».

Les candidats pourront, en cas de problème technique, ou pour tout renseignement relatif à l'usage de la plate-forme, s'adresser à l'équipe support de AWS (Tél : 04.80.04.12.60 / e-mail : support-entreprises@aws-france.com).

Les candidats pourront également contacter le service Commande Publique de la SEMITAN (Tél : 02.51.81.61.06 – 02.51.81.78.65 – 02.51.81.80.03 / e-mail : marchespublics@semitan.fr).

Les plis sont transmis en une seule fois. Si plusieurs plis sont successivement transmis par le même candidat, seul est ouvert le dernier pli reçu dans les délais fixés par le mandataire du Maître d'ouvrage.

Copie de sauvegarde :

Les candidats qui présentent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à la SEMITAN, sur support papier ou support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à la SEMITAN dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde ».

Le candidat peut donc effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support papier, ou sur support physique électronique.

Virus :

Tout document relatif à l'offre contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.



8. AUTRES RENSEIGNEMENTS

8.1. Sous-traitance

Les candidats préciseront dans leur offre la part des travaux qu'ils comptent réaliser eux-mêmes, ainsi que la part des travaux qu'ils comptent sous-traiter. Ils définiront de façon détaillée et indiqueront dans l'Acte d'Engagement la nature des travaux qu'ils comptent sous-traiter.

8.1.1. Sous-traitants désignés dès la remise des offres

Les candidats préciseront, pour chaque prestation sous-traitée, le nom des entreprises qu'ils proposent. Ils indiqueront les références détaillées et les qualifications de ces entreprises et rempliront à cet effet les annexes correspondantes à l'Acte d'Engagement.

Le maître d'ouvrage ne sera cependant pas engagé dans la désignation du sous-traitant, dès la remise des offres et se réserve la possibilité, avant la notification de l'accord-cadre, de ne pas retenir un sous-traitant qu'il ne souhaiterait pas accepter ni agréer.

8.1.2. Sous-traitants désignés en cours d'accord-cadre

Ils fourniront à cet effet un acte spécial dûment rempli et signé pour chaque sous-traitant déclaré, accompagné des pièces administratives attestant des capacités financières et techniques des entreprises sous-traitantes.

Pour les autres prestations qu'ils envisagent de sous-traiter en cours d'accord-cadre, les candidats proposeront une liste des entreprises sous-traitantes envisagées par nature de travaux et de prestations.

8.2. Visite sur site et/ou consultation sur place

Aucune visite des lieux organisée par le maître d'ouvrage n'est prévue.

8.3. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date fixée pour la réception des offres sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics de la SEMITAN <https://marchespublics.semitan.fr>.

Les réponses feront l'objet d'une transmission adressée à tous les candidats via le profil acheteur, cinq (5) jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats sont appelés à fournir une adresse mail régulièrement consultée lors du retrait du DCE.